

Le front populaire dans l'Oise

1ère partie

La genèse 1934-1935

Jean Pierre BESSE

Le cinquantième anniversaire du Front Populaire est, me semble-t-il, fêté bien timidement tant sur le plan national que sur le plan local. Les conditions politiques du moment expliquent naturellement ce quasi-silence. Pourtant le Front Populaire a laissé des traces profondes dans la mémoire collective des Français. Pour les uns, "l'année 36" est associée aux grèves victorieuses, aux conquêtes sociales, à un espoir ; pour les autres, cette même année est le symbole de l'échec auquel est vouée en France toute politique de gauche.

Notre revue ne pouvait pas laisser s'effacer cette année 1986 sans faire revivre cet événement historique dans son cadre départemental (1).

L'article qui suit est donc la première partie d'une étude consacrée au Front Populaire dans le département de l'Oise. Il traite des années 1934-1935 sans lesquelles le mouvement populaire, la victoire électorale et la politique gouvernementale mise en oeuvre à partir de juin 1936 ne peuvent se comprendre. La période 1936-1938 fera l'objet d'un article à paraître dans le prochain numéro.

Il s'agit ici de décrire et d'analyser la situation socio-économique et politique du département au début des années 1930. L'ampleur de la crise économique, l'étendue du chômage,

les réactions de la presse, des partis politiques et des diverses organisations au 6 février 1934, les hésitations stratégiques des forcés de gauche durant l'année 1934, l'action de la droite traditionnelle débordée par les ligues et mouvements d'extrême-droite ; tels sont les points essentiels qui seront abordés.

Crise économique et chômage

La crise de 1929 touche la France plus tardivement que le reste du monde mais aussi beaucoup plus durablement. A cette lente et tardive diffusion de la crise industrielle, économistes et historien avancent plusieurs explications. La dévaluation de 1928, l'importance de l'agriculture dans l'économie française, les commandes publiques et parapubliques et le maintien de la consommation intérieure à un niveau élevé sont autant d'éléments qui font de la France un "îlot de prospérité" jusqu'à la fin de 1930 (2). L'année 1931 est une année noire pour l'économie française. A partir de juin 1932, la France enregistre, comme le Royaume-Uni et l'Allemagne, une nette reprise. Mais la crise agricole, elle aussi plus lente à se déclencher que dans le reste du monde, brise cette reprise dès l'été 1933. L'économie française s'enfonce alors dans une longue crise qui atteint son paroxysme au printemps 1935

de la France entre les deux guerres" (Paris, 4 vol. 1965-1975 reste primordial mais je tiens à signaler l'introduction que J. Paul Scot a écrit pour la réédition du compte-rendu du congrès d'unité de la C.G.T. en 1936 (Editions de l'Institut C.G.T. d'histoire sociale, Montreuil, 1986).

Claire et solidement argumentée, cette étude offre une approche différente sur certains points.

(1) Les Annales ont publié deux études sur cette période : "Février 1934 à Compiègne" (N° 6 - avril 1979) et "Le Front Populaire dans la région de Compiègne" (N° 13 - janvier 1981). Toutes les deux sont dûes à Olivier Koval.

(2) Sur l'histoire économique de la France à cette période, l'ouvrage de A. Sauvy "Histoire économique

C'est au début de l'année 1931 que les difficultés économiques commencent à inquiéter les autorités préfectorales du département. Certes, dans son rapport mensuel de janvier 1931, le préfet note : (3)

"Le marasme économique qui depuis plusieurs mois pèse sur l'ensemble du pays ne s'est pas encore manifesté de façon aigüe dans le département..."

et affirme, plus loin, qu'il n'y a pas de licenciements massifs ou encore que les licenciés retrouvent aussitôt du travail mais il mentionne cependant des difficultés à la SALPA à Pont-Sainte-Maxence, chez LAINE à Beauvais, dans la boutonnerie, dans la broserie et à l'usine de Sérifontaine où grâce à des départs volontaires le nombre des ouvriers est passé de 730 à 300. Nous savons par ailleurs (4) qu'à Thourotte, de mars 1930 à février 1931, 280 ouvriers dont 80 étrangers ont été licenciés chez Saint-Gobain. Le rapport de février 1931 remarque que "si la situation n'est pas alarmante", il est à craindre qu'elle ne s'aggrave au cours du mois de mars et en particulier dans le textile. Les rapports mensuels qui suivent pendant les années 1931, 1932 et 1933 dressent un bilan précis des fermetures ou réouvertures d'usines (5), des licenciements ou diminution d'horaires et des expulsions d'étrangers (6). Ils tentent aussi d'établir une première statistique du chômage. Il y aurait en janvier 1931, 152 chômeurs complets (dont 5 étrangers), 437 chômeurs de deux jours par semaine et 4 à 5 000 ouvriers chômeraient de une à une demi-journée par semaine.

Ces rapports nous permettent d'avoir une vue certes partielle mais continue de la

situation économique du département durant ces années. Le textile et la boutonnerie, gros employeurs dans le département, sont les premiers touchés dès mars 1931. En dépit d'une légère amélioration dans le textile en juillet 1931, le chômage s'étend à l'automne et touche alors les usines métallurgiques du bassin creillois. L'aggravation se poursuit au début de 1932. La boutonnerie et la broserie, en particulier à Tracy-le-Mont (7), sont dans le marasme le plus complet. A Beauvais, LAINE qui avait déjà licencié 100 personnes en mars 1931, licencie à nouveau 180 personnes en janvier 1932 ; dans cette entreprise les ouvriers qui restent ne travaillent plus que 14 jours par mois. L'industrie de la chaussure connaît aussi des problèmes à Mouy et Liancourt. Dans cette commune deux entreprises ferment en janvier 1932 créant ainsi 65 chômeurs. Une amélioration sensible apparaît au printemps dans le bassin creillois mais des difficultés subsistent chez WALLUT qui ferme ses portes pour deux mois en mai (8), chez MARINONI et chez FICHET. A la fin de 1932, la reprise est nette. Elle touche toutes les régions et toutes les branches (9). Dès février 1933, la crise reprend, surtout dans le textile et la métallurgie, et pour la première fois en juillet 1933 les travaux agricoles n'entraînent pas une baisse sensible du nombre des chômeurs.

La statistique portant sur les entreprises de plus de 100 salariés, même si elle ignore une part importante de la réalité économique du département - les petites entreprises - confirme le tableau que nous venons de brosser et révèle l'inégal impact de la crise sur les diverses branches industrielles (10).

(3) Arch. Nat. F7 13 039, rapport du 4 février 1931.

(4) Arch. Dép. Oise : série M, rapports chômage 1932-1933.

(5) MAYEN à Venette : La Soie Artificielle à Clairoix, la tannerie NIVERT à Trie-Château et une fabrique de pianos à Droitecourt près de Sérifontaine ferment leurs portes en janvier 1931.

(6) 49 en mai 1931 ; 44 en juin ; 37 en juillet ; 12 en août ; 79 en septembre ; 49 en février 1932 ; 39 en mars et 13 en mai 1933.

(7) CARRE licencie 33 personnes en avril 1932 et n'emploie plus que 12 salariés, COMMELIN ne travaille plus que 36 heures par semaine et LOONEN 24 heures.

(8) L'usine ne réouvrira ses portes que le 1er novembre avec 100 ouvriers.

(9) L'industrie du bouton, la confection (TREMBLOT à Liancourt) et la métallurgie (WALLUT, DESNOYERS) réembauchent.

(10) Ce tableau est établi à partir des rapports conservés aux archives départementales. Malheureusement, le versement n'a pas été effectué pour les années postérieures.

TABLEAU 1
EVOLUTION DES EFFECTIFS DES ENTREPRISES
DE PLUS DE 100 SALARIES

	Mai 1931	Mai 1932	Mai 1933	Variations 1931-1933
Industrie alimentaire	1 619	1 583	1 582	- 2 %
Chimie	2 596	2 542	2 539	- 2,2 %
Caoutchouc, papier	418	384	519	+ 24,1 %
Textile	5 312	5 047	4 934	- 7,1 %
Vêtements	258	284	294	+ 13,9 %
Cuirs et peaux	623	617	632	+ 1,4 %
Industrie du bois	2 528	2 324	2 226	- 11,8 %
Métallurgie	492	424	441	- 10,4 %
Industrie des métaux ordinaires	7 441	7 031	6 459	- 13,2 %
Travail des métaux fins	676	633	634	- 6,2 %
Terrassement et cons - truction en pierre	698	516	457	- 34,6 %
Travail des pierres à feu et des terres	3 349	3 149	3 083	- 7,9 %
Commerce	343	343	304	- 11,4 %
Total	26 452	24 876	24 104	- 8,9 %

A partir du dernier semestre de l'année 1933, l'aggravation de la crise économique conduit le préfet à s'intéresser de plus en plus aux conséquences sociales de celle-ci. La crainte que l'extension du chômage ne favorise la propagande des communistes est réelle. Les comités de chômeurs se multiplient (11). Animés par les militants communistes et les syndicalistes de la C.G.T.U., ils rédigent des cahiers de revendications

qu'ils présentent aux autorités municipales. Des comités de soutien aux "marcheurs de la faim" venus du Nord et de l'Est s'organisent dans tout le département. Les chômeurs de Montataire délèguent quatre des leurs au meeting qui se tient à Paris lors de l'arrivée des marcheurs (12). On retrouve encore les militants communistes et les syndicalistes unitaires à l'origine des grèves qui se multiplient au cours du dernier trimestre de 1933.

(11) Il existe des comités de chômeurs à Montataire, Creil, Nogent-sur-Oise, Crépy-en-Valois, Mouy et Voisinlieu. La création d'un comité à Compiègne est annoncée par **Le Travailleur Somme-Oise** dans

son N° 25 du 23 au 30 décembre 1933.

(12) **Le Travailleur Somme-Oise**, N° 24 du 16 au 23 décembre 1933.

Le conflit de la batellerie rebondit plusieurs fois (13) et le 12 janvier 1934 une cinquantaine de pilotes chômeurs dirigés par le militant communiste de Janville Noël Vandeville occupent la mairie de Longueil-Annel. A la briquetterie SAMAIN de Ribécourt, les ouvriers refusent, à l'appel du syndicat unitaire du bâtiment, une baisse des salaires de 10 % (14).

La lutte contre le chômage devient alors la préoccupation essentielle des autorités préfectorales. Du début du siècle à l'année 1930, la France n'a pas souffert du chômage sauf au début de la guerre en 1914-1915 ou pendant les courtes crises de 1921-1922 et de 1926-1927. Habituellement, c'était la pénurie de main d'oeuvre et non sa surabondance qui était à craindre, d'où l'appel à la main d'oeuvre étrangère dans les années de prospérité qui ont suivi la guerre. Le département de l'Oise est l'un des plus touchés par cette pénurie. Entre le recensement de 1921 et celui de 1931, la population étrangère passe de 16 968 personnes (4,4 % de la population totale) à 32 349 personnes (8,1 % de la population) (15).

Dans un premier temps, au début de la crise, on a appliqué les remèdes utilisés lors des crises précédentes. Les chômeurs sont employés par les Ponts et Chaussées et les communes ouvrent des chantiers municipaux. En juillet 1932, le préfet estime à 536 le nombre des chômeurs employés sur les routes (16). Il existe alors 16 chantiers communaux. Ces chantiers soulèvent les récriminations des agriculteurs qui se plaignent de la concurrence salariale (17). Très vite se

pose aussi le problème des crédits. Enfin comme le reconnaît le préfet dans une lettre adressée au député-maire de Crépy-en-Valois, VASSAL, le 6 janvier 1932 :

"Nous ne pouvons ouvrir indéfiniment des chantiers là où il n'y a pas de travaux à faire." (18)

En fait ce sont les fonds départementaux et les fonds municipaux de chômage qui vont être le pivot de l'assistance publique aux chômeurs pendant toute la durée de la crise. Il faut cependant être conscient que les chômeurs secourus ne représentent qu'une petite partie des chômeurs réels. Il est en effet impossible de connaître le nombre exact des chômeurs en France pendant la crise des années 30. Les deux sources en notre possession - les recensements et les statistiques des chômeurs secourus donnent des chiffres très différents et surtout très inférieurs à la réalité (19). Ne sont recensés "sans emploi" que les ouvriers et employés depuis trois mois, de plus les chômeurs depuis plus de deux ans sont comptés comme "inactifs sans profession" (20). En ce qui concerne les chômeurs secourus, la création d'un fonds municipal n'est obligatoire que pour les communes de plus de 10 000 habitants et l'adhésion au fonds départemental dépend d'une décision du conseil municipal. Ce système est inégalitaire. Il pénalise les chômeurs des petites communes qui hésitent longtemps avant d'adhérer au fonds départemental car cela grève lourdement le budget municipal. Il faut enfin savoir que, là où ils existent, les fonds de chômage n'enregistrent

(13) En liaison avec les grévistes de Chauny, le mouvement débute le 11 août 1933 à Janville ; les pilotes forment un syndicat et reprennent le travail assez rapidement ; nouvelle grève le 5 septembre pour obtenir l'application des promesses ministérielles.

(14) La grève débute le 30 octobre mais les ouvriers reprennent le travail dès le 9 novembre sans avoir obtenu satisfaction. 86 ouvriers ont été congédiés dont 40 étrangers. Arch. Nat. F7 13 039.

(15) Conséquence de la crise, elle retombe à 27 860 personnes en 1936.

(16) Arch. Dép. Oise, série M, rapports chômage 1932-1933.

(17) L'ingénieur en chef réfute cette assertion en mars

1932. Il affirme que les salaires versés (de 18 à 24 francs par jour) sont légèrement inférieurs à ceux pratiqués dans les usines et dans l'agriculture.

(18) Arch. Dép. Oise, série M, rapports chômage 1932-1933.

(19) Voir A. Sauvy et J.P. Scot : op. cités.

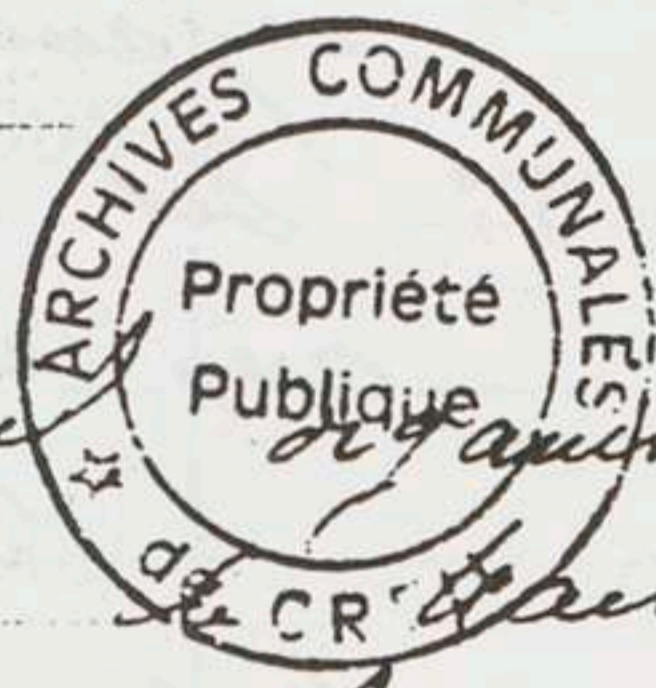
(20) Le recensement de 1931 dénombre 452 815 chômeurs en France soit 4 % des salariés et celui de 1936 864 170 chômeurs (8,5 % des salariés). Pour le département de l'Oise les chiffres sont respectivement de 4 493 (4,3 % des salariés) et de 6 975 (8,2 % des salariés). La progression du chômage y serait donc beaucoup moins rapide que dans le reste du pays (+ 90,8 % pour la France mais + 55,2 % dans l'Oise).

Creil, le 9 Janvier 1933

Le Comité des chômeurs de Creil
à
Monsieur le Maire

Cahier de revendications

Les chômeurs de Creil organisés en comité, demandent à Monsieur le Maire, ainsi qu'au Conseil Municipal d'examiner avec impartialité leur cahier de revendications et d'y donner satisfaction dans le plus bref délai possible.



I
L'inscription immédiate de tous les chômeurs sans distinction d'âge, de sexe, de nationalité.

II
Suppression de toutes les radiations et la réinscription immédiate de tous les radiés.

III
Exonération des loyers, meublés et non meublés, ainsi que des impôts communaux.

IV
Le transport gratuit pour les chômeurs cherchant du travail.

V
Inscription et paiement des allocations.

aux chômeurs partiel, au prorata des journées
de travail perdues.

VI

Des secours en nature :

- 1° Un sac de charbon par quinzaine pour
les pères de famille ;
- 2° Deux kilogrammes de pain ;
- 3° Six francs de viande ;
- 4° Un litre de lait par jour pour chaque
enfant de chômeur en bas-âge ou malade ;
- 5° Des distributions de vêtements et chaussures
aux enfants des chômeurs.

VII

Demandons que le bureau ^{du comité} des chômeurs
reçoive les offres de travail et puisse répartir
le travail par ancienneté de chômage.

VIII

Réponse définitive à la question rappel

IX

J'ai l'honneur de vous faire savoir l'emploi occupé
par M. Pousquet dans la commission de
chômage et le degré de son autorité pour
le pointage des cartes.

Le secrétaire

J. Audebert

Le trésorier

Berthe

J'ai de vous faire connaître par écrit
votre décision à l'adresse ci-dessous :

Bectar Jean
rue Eumelle, Les Harais

Cueil

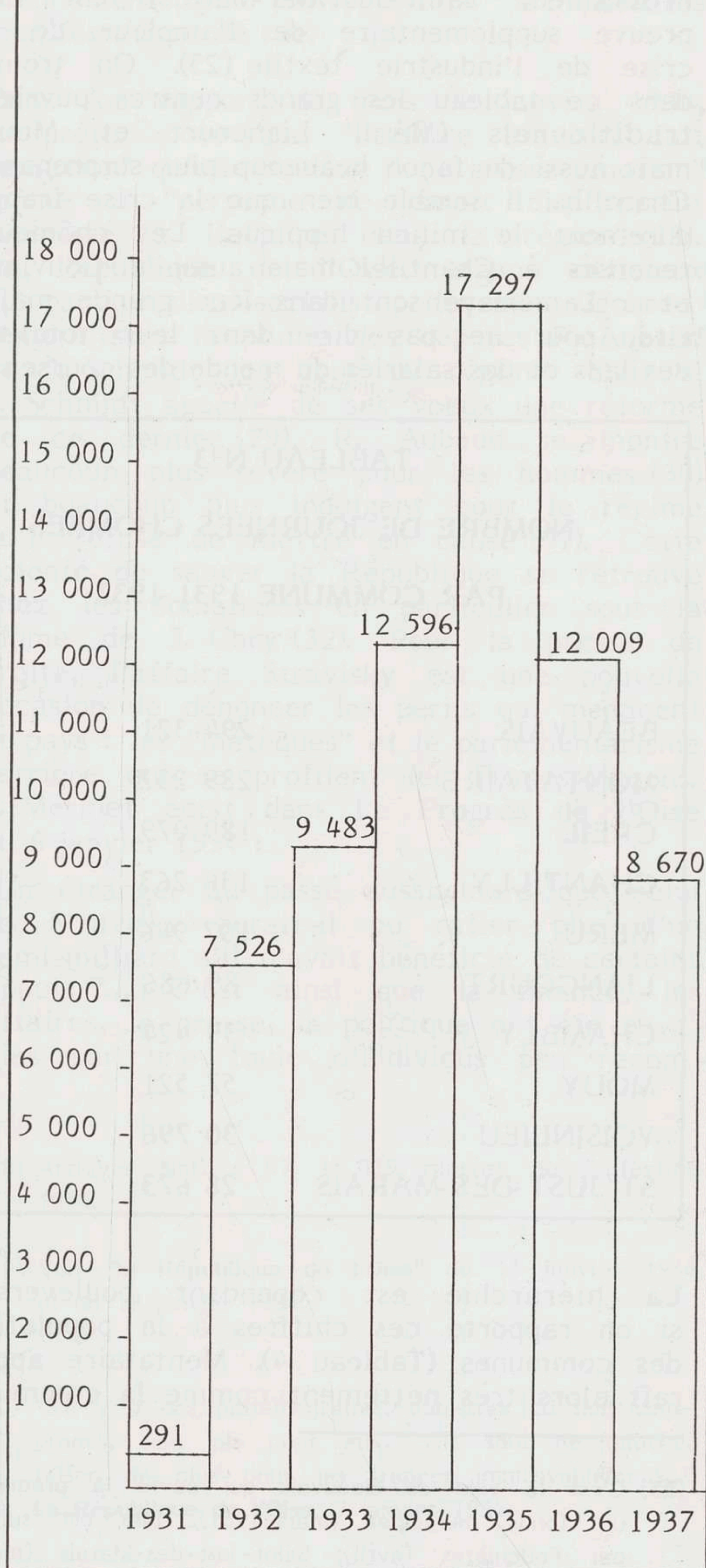
pas tous les chômeurs (21).

Dans l'Oise, entre 1931 et 1937, 13 communes ont fait fonctionner un fonds municipal de chômage et 70 ont adhéré au fonds départemental. Si on ajoute Voisinlieu qui a supprimé son fonds municipal pour adhérer au fonds départemental en janvier 1934, on arrive au total de 84 communes. Si ce chiffre ne représente que 12 % des communes du département, les 84 communes concernées regroupent 163 780 habitants en 1936 soit 40,7 % de la population. On remarquera l'absence d'une ville importante comme Senlis mais aussi de façon beaucoup plus surprenante celle de villes ouvrières comme Margny-les-Compiègne, Sérifontaine, Thourotte et Nogent-sur-Oise. Dans cette dernière commune, le comité des chômeurs, dirigé par le communiste Coppens, réclame l'ouverture d'un fonds municipal durant l'hiver 1933 et pour obtenir satisfaction occupe la mairie pendant quelques heures en janvier 1934. La statistique des chômeurs secourus, malgré les critiques que l'on peut lui adresser, nous permet de mesurer l'évolution du chômage. Pour réaliser le tableau N°2, nous avons cumulé chaque année l'effectif des chômeurs secourus au début du mois. Ce tableau se passe de longs commentaires, il traduit très clairement la montée inexorable du chômage jusqu'en 1935 (22).

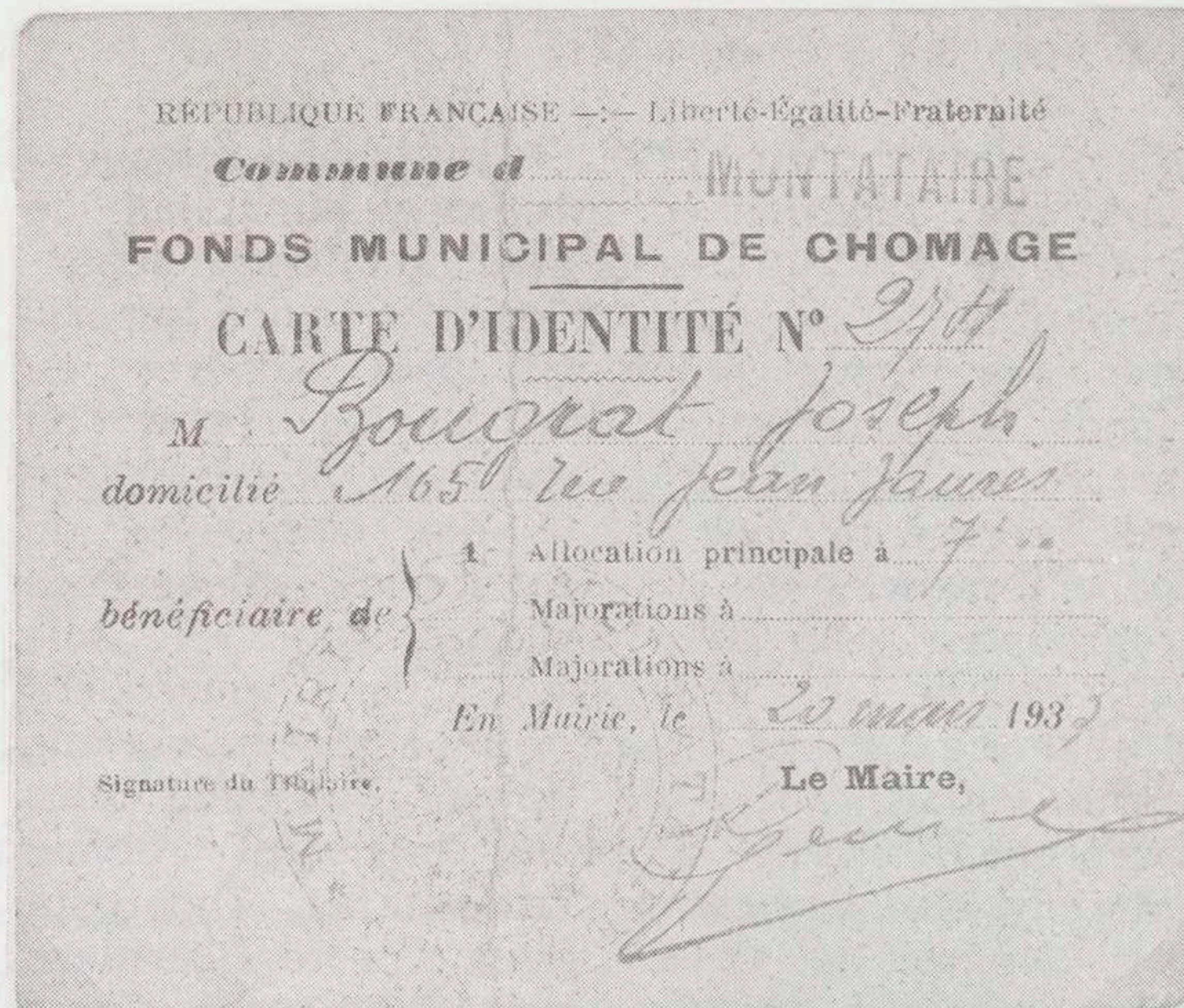
(21) Les fonds municipaux et départementaux sont financés en partie par l'Etat. La participation de l'Etat fixée par décret le 28 décembre 1928 à 33 % des secours versés est portée à 50 % le 25 février 1931 et à 60 % le 31 décembre 1931. Le département participe aussi mais les communes doivent faire l'avance et ne sont remboursées qu'au bout de trois mois environ. La limitation à 180 jours de la durée des versements aux chômeurs sera portée à 210 jours puis supprimée. Le fonds départemental verse de 1932 à 1936, 7 francs par jour au chômeur-chef de famille ; 4 francs aux autres personnes de la famille au chômage ; 4 francs au conjoint et aux enfants ne travaillant pas ou gagnant moins de 4 francs par jour et 3 francs 50 pour les ascendants à charge.

(22) La statistique mensuelle en données corrigées des variations saisonnières serait naturellement plus précise. L'I.N.S.E.E. effectue actuellement ce travail à partir des données brutes que je lui ai fait parvenir. Nous espérons pouvoir la donner en annexe du prochain article.

TABLEAU N° 2
LES CHOMEURS SECOURUS
(1931-1937)



Nous avons voulu aussi mesurer localement l'ampleur du chômage et essayer de déterminer les communes les plus touchées. Le tableau N° 3 a été obtenu en comptabilisant le nombre des jours chômés donnant droit au versement de secours de 1931 à 1937 pour les chefs de famille. La présence dans ce tableau de Beauvais et de sa banlieue (Voisinlieu, Saint-Just-des-Marais) est une preuve supplémentaire de l'ampleur de la crise de l'industrie textile (23). On trouve dans ce tableau les grands centres ouvriers traditionnels (Méru, Liancourt et Mouy) mais aussi de façon beaucoup plus surprenante Chantilly. Il semble bien que la crise frappe durement le milieu hippique. Les chômeurs recensés à Chantilly mais aussi à Gouvieux et à Lamorlaye sont dans leur grande majorité, pour ne pas dire dans leur totalité, des lads et des salariés du monde des courses.



Carte de chômage.

TABLEAU N°3
NOMBRE DE JOURNEES CHOMEES
PAR COMMUNE 1931-1937

BEAUVAIS	294 321
MONTATAIRE	289 232
CREIL	189 079
CHANTILLY	136 263
MERU	107 946
LIANCOURT	89 686
CHAMBLY	59 424
MOUY	57 521
VOISINLIEU	30 796
ST JUST-DES-MARAIS	28 673

La hiérarchie est cependant bouleversée si on rapporte ces chiffres à la population des communes (Tableau 4). Montataire apparaît alors très nettement comme la commune

(23) C'est la ville de Beauvais qui ouvre la première un fonds municipal (mars 1931). Elle est suivie par Feuquières (avril); Saint-Just-des-Marais (mai), Voisinlieu (juin), Notre-Dame-du-Thil, Chantilly et Méru (novembre) et Marissel, Rantigny, Liancourt et Cauffry (décembre 1931).

la plus touchée. Le Liancourtois est aussi très fortement secoué par la crise. La région de Beauvais s'en tire mieux. Ce phénomène s'explique en grande partie par la présence dans cette préfecture d'un nombre important de fonctionnaires, catégorie de la population protégée du chômage.

TABLEAU N° 4
NOMBRE DE JOURNEES CHOMEES
PAR HABITANT 1931-1937

Montataire	39	jours/habitant
Liancourt	28	jours/habitant
Chantilly	23	jours/habitant
Rantigny	22	jours/habitant
Méru	22	jours/habitant
Mouy	20	jours/habitant
Beauvais	18	jours/habitant
Chambly	18	jours/habitant
Creil	17	jours/habitant
Voisinlieu	13	jours/habitant
St Just-des-Marais	13	jours/habitant
Thiverny	13	jours/habitant

Il sera intéressant de déterminer s'il y a une relation entre l'ampleur du chômage dans une région ou une commune et l'importance du mouvement antifasciste dans cette même localité. L'ampleur du mouvement antifasciste sera examinée au travers des manifestations du 12 février et des résultats des élections.

Les réactions au 6 février 1934

Victorieuses en mai 1932, gauches (parti radical-socialiste et SFIO) n'ont pas réussi à gouverner le pays. L'instabilité ministérielle, l'incapacité des différents gouvernements à juguler la crise économique ont favorisé le développement des ligues d'extrême droite qui profitaient déjà de la conjonction des mécontentements que suscitaient la poursuite et l'aggravation de la crise. Toutes les forces politiques françaises cherchent des stratégies capables de résoudre cette crise à la française qui se prolonge de plus en plus en crise de l'Etat. Autour de TARDIEU, des hommes de droite essaient de mettre au point une réforme de l'Etat (24). Le parti radical-socialiste est traversé par des courants divers (25).

A la SFIO, les néo-socialistes font scission en 1933 et le groupe "Révolution constructive" développe des idées proches de celles du socialiste belge Henri de Man (26). Le parti communiste lui-même n'échappe pas à ces dissensions. Face à la directive qui reste fidèle à la politique du Front unique, J. Doriot commence à défendre une autre politique (27).

C'est dans cette atmosphère qu'éclate l'affaire Stavisky. Déjà mêlé à des affaires mineures mais bénéficiant d'une impunité vraiment surprenante, Stavisky avait réussi à monter le Crédit Municipal de Bayonne et à escroquer plusieurs dizaines de millions, acculant à la ruine de nombreux petits épargnants. A ce scandale financier, qui n'est pas le premier du genre, sont mêlés des hommes politiques qui se trouvent être, dans leur majorité, proches du parti radical

pièce maîtresse du système politique de l'époque. L'antiparlementarisme toujours puissant en France lors des crises économiques reçoit alors un surcroît de vigueur. A Paris, les ligues d'extrême droite montrent leur puissance en organisant presque quotidiennement en janvier 1934 d'imposantes manifestations de rue.

Dans son rapport du mois de janvier 1934, le préfet note que "l'affaire Stavisky fait sensation" qu'elle soulève "une grosse émotion" même si "personne ne paraît directement intéressé à l'affaire dans la région" (28). **La République de l'Oise**, organe officieux du parti radical-socialiste, dénonce vigoureusement sous la plume des députés R. Aubaud et J. Schmidt les abus du régime. Mais si J. Schmidt appelle de ses vœux une réforme de ce dernier (29), R. Aubaud se montre beaucoup plus sévère pour les hommes (30) et beaucoup plus indulgent pour le régime qu'il refuse de mettre en cause (31). Cette volonté de sauver la République se retrouve chez les socialistes en particulier sous la plume de J. Uhry (32). Pour la presse de droite, l'affaire Stavisky est une nouvelle occasion de dénoncer les périls qui menacent le pays : les "métèques" et le parlementarisme derrière qui se profilent les Francs-Maçons. J. Mermet écrit dans **Le Progrès de l'Oise** du 6 janvier 1934 :

"Un étranger au passé aussi lourd que celui de Stavisky aurait-il pu rafler plus d'un demi-milliard s'il n'avait bénéficié de certains appuis ?... C'est ainsi que la finance, les affaires, la presse, la politique ont été envahies par une foule d'individus peu recom-

(24) Voir les Cahiers de l'Institut M. Thorez N° 20-21, 1977.

(25) Voir S. Berstein : "Histoire du parti radical" tome 2, Paris, 1982.

(26) On peut consulter G. Lefranc ; "le Mouvement socialiste sous la 3ème République" Paris, 1977 et du même auteur "l'Histoire du Front Populaire" Paris, 1965.

(27) Voir : "le PCF, étapes et problèmes 1920-1972", ouvrage collectif publié aux Editions Sociales, 1981 ; "Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches marxistes" N° 18, 1984. Sur Doriot, la dernière biographie parue est celle de J. Paul Brunet (Paris, 1986).

(28) Archives Nat. : F7 13 039 rapport du 3 février 1934.

(29) Voir "**la République de l'Oise**" du 11 janvier 1934 et du 19 janvier 1934.

(30) "S'il y a des parlementaires, ministres ou non compromis, tant pis pour eux. S'ils sont de gauche, raison de plus pour les frapper impitoyablement..." **La République de l'Oise**, 7 janvier 1934.

(31) **La République de l'Oise**, 26 janvier 1934.

(32) **Le Cri Populaire** du 4 février 1934.

Le Travailleur



DE
SOMME ET OISE

Organe Hebdomadaire de la Région Picarde du PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)
Paraissant chaque Samedi

Rédaction et Administration :
13, Rue La Barre, 13 - LONGUEAU

ABONNEMENTS : 1 An, 14 fr. -- 6 mois, 8 fr. -- 3 mois, 4 fr.

Compte Chèque Postal : HOUPLAIN ANDRÉ, Lille n° 45.950

A bas le Fascisme VIVENT LES SOVIETS EN FRANCE

Heures graves... Heures révolutionnaires

Il paraît que la démission de Daladier a provoqué la stupeur dans les rangs des députés radicaux et socialistes de toutes les couleurs.

Celui qu'ils acclamaient quelques heures avant se dégonflait lamentablement, comme un ballon de baudruche en réclame, trop gonflé d'oxygène.

Cette indignation des messieurs de la majorité du Palais-Bourbon n'est rien en regard de la colère des travailleurs.

Le Jacobin de pacotille a eu, pendant 24 heures la possibilité d'illusionner le monde du travail sur ses méthodes devant mettre à la raison la canaille réactionnaire. L'illusion fut de courte durée.

Daladier effondré vient de livrer la forteresse d'Etat à la dictature aggravée de la bourgeoisie.

Avant de faire cela il a consulté ses amis. Blum et Frossard étaient du nombre. Eux aussi lui auraient conseillé la capitulation.

On voit donc, une fois de plus, où conduisent la collaboration des classes, la pratique de la politique de démocratie bourgeoise, l'abandon de la lutte avec le prolétariat uni.

l'homme de l'Elysée, contre Doumergue ou contre un autre.

Et c'est toujours pour nous la même bataille. Si les hommes changent, le capitalisme demeure et c'est contre lui que nous jetons toutes nos forces.

Les heures sont graves. Elles sont révolutionnaires.

Nous appelons à nos côtés dans la lutte les ouvriers socialistes.

Ils doivent avoir compris. Ils doivent en avoir assez des comédies que jouent leurs dirigeants.

Travailleurs socialistes, nous comptons sur vous. Ensemble, dans les usines et dans les localités, préparons la grève politique de masse.

Ensemble nous vaincrons le fascisme. A bas la dictature sanglante du capital.

Vive le gouvernement des ouvriers et des paysans.

J. SANTERRE.

Notre riposte

Dans un article paru dans le dernier numéro de notre « Travailleur », nous lançions

Tribune Syndicale

REVENDEICATIONS OUVRIÈRES ET ASSURANCES SOCIALES

Après avoir dénoncé comme il convient les scandales les plus apparents qui se multiplient autour de la loi d'escroquerie, il s'agit maintenant d'engager la bataille sans plus attendre.

La question des assurances sociales se pose dans le domaine des revendications immédiates comme un problème capital, parce qu'en réalité elle intéresse tous les salariés sans exception, y compris les travailleurs des services publics, cheminots, etc...

La vaste campagne que nous avons déjà engagée dans notre région va redoubler d'efforts; elle doit nous permettre de mobiliser la totalité des masses sur nos mots d'ordre.

Comme l'on peut s'en rendre compte, notre campagne a uniquement pour but la défense des intérêts de tous les travailleurs sans distinctions; menée sur la plate-forme du contre-projet de la C.G.T.U., dont le contenu correspond aux aspirations les plus légitimes des ouvriers et ouvrières et est parfaitement réalisable dans le cadre du régime actuel; elle est un moyen puissant pour la réalisation d'un invincible front unique de lutte entre les exploités de toutes tendances et, en particulier, entre ouvriers unitaires et ouvriers confédérés.

Un premier point qui, sans être un but définitif, constitue toutefois l'objectif principal de la période actuelle parce qu'il intéresse cinq millions d'assujettis, est les élections aux caisses départementales et inter-départementales. Pour la première fois, en France, les immigrés, les femmes, pourront participer officiellement à une consultation électorale. Seuls les salariés ont le droit

de l'édition, du matériel, des candidatures, etc...

Il importe également qu'après sa constitution, le comité de défense des assujettis organise dans sa localité la tenue régulière de permanences d'assurances sociales, où des camarades qualifiés donneront les renseignements indispensables et recueilleront les indications et les doléances.

Voilà un travail des plus importants à réaliser et pour lequel tous nos militants et tous nos syndiqués unitaires doivent se mobiliser.

(à suivre)

H. LENGLET.
Secrétaire de la 30^e U.R.U.

NOTRE FÊTE

Une salle archi-comble, un spectacle de premier choix, un vibrant enthousiasme, tout au long de cette belle soirée, tel est le magnifique bilan de notre fête. Il faut féliciter sans réserves nos camarades de Longueau de ce magnifique spectacle qu'ils nous ont donné d'applaudir. Félicitons-les d'autant plus que cette belle fête était organisée au bénéfice exclusif de notre journal.

Pour la première fois, le théâtre ouvrier de Paris, sous la direction de Marcel Thoreux, est venu dans notre région d'Amiens.

Souhaitons tout de suite de pouvoir les applaudir chaque année.

« Masques de Coquins » est une étude très fouillée des mœurs politiques de notre temps. Les événements actuels donnaient un relief tout particulier à cette belle pièce de propagande.

La presse y joue le rôle principal. On y voit toute la pourriture et toute la décom-

mandables que l'on accueille avec faveur alors que trop souvent l'on méprise et méprise les honnêtes travailleurs de bonne et pure race française...".

D. Bouteille dans **La Tribune de l'Oise** du 2 février 1934 reconnaît l'honnêteté de Daldier mais il ajoute aussitôt :

"Le divorce apparaît douloureux et grave entre le Parlement et la Nation. D'un côté, la vieille conjuration maçonnique qui entend garder les leviers de commande. De l'autre, une opinion publique exacerbée qui exige de l'ordre, de l'autorité, de la probité et qui se font des dosages de groupes...".

Ces thèmes nous les retrouvons dans la presse de droite au lendemain du 6 février 1934.

Ce jour là une manifestation, à l'appel de certaines organisations d'anciens combattants, dégénère en émeutes et pour la première fois depuis 1870 un gouvernement est obligé de démissionner sous la pression de la rue. René Remond refuse de voir dans ces événements une journée révolutionnaire ou un complot. Il estime que :

"Le 6 février n'est pas un putsch, pas même une émeute, seulement une manifestation de rues que l'histoire aurait déjà oubliée si elle n'avait tourné tragiquement et si la suite des événements ne lui avait rétrospectivement restitué une importance sans commune mesure avec sa portée véritable." (33)

Telle n'est pas l'opinion des forces de gauche. Les "unes" du **"Travailleur de Somme et Oise"** et du **"Cri Populaire"** le montrent amplement. Et on est en droit de se demander si pour "la suite des événements" cette crainte du fascisme n'est pas une donnée essentielle.

Versons aussi dans le dossier à l'appui de ceux qui voient dans le 6 février 1934 une tentative de complot, cet article de R. Pimienta, professeur agrégé d'histoire géographie au lycée de Beauvais, président départemental de la Fédération Républicaine, que l'on pouvait jusqu'alors considérer comme un homme

de la droite modérée :

"Ceux qui ont ... du coeur au ventre..."

L'opinion publique dans un soulèvement d'honneur indigné, de dégoût, de mépris, a balayé cette fange rouge. Elle l'a fait par la voix et par le sacrifice des anciens combattants et des jeunes patriotes... si leur premier assaut n'avait pas atteint son objectif, les anciens combattants et les jeunes patriotes de l'Oise, auraient dès le lendemain, apporté leurs contingents enthousiastes et décidés de renforts, non seulement tout frais mais exaspérés par des meurtres que nous étions prêts à venger." (34)

La presse de droite chante les louanges de Paris et se réjouit de la victoire de la France sur "les pouvoirs occultes qui manœuvrent le Cartel" (35). La presse de gauche dénonce, elle, les parisiens. **"La République de l'Oise"** et **"Le Cri Populaire"** s'accordent pour sauver la République pour l'Union des républicains mais l'autre organe socialiste du département **"L'écho Républicain du Valois"** va plus loin puisqu'il souhaite que se réalise l'unité des travailleurs et des républicains dans un bloc unique (36).

C'est dans rue, le 12 février, que la gauche va répondre à la menace fasciste (37). Il n'y a pas dans l'Oise, comme dans les autres départements, de manifestations le 9 février (38).

Il est difficile de dresser un bilan de cette journée. La situation varie d'une ville à l'autre et le résultat dépend souvent de la préparation et de l'entente entre les différentes organisations. Le 10 février, à Méru, le PC, la SFIO, la CGT, la CGTU, l'ARAC se rencontrent et décident de distribuer 3 000 tracts dans la ville et dans les communes voisines. Or, il est certain que c'est dans la région de Méru que la grève générale fut la plus suivie et que les manifestations furent les plus nombreuses. Le 11 au matin (c'est un dimanche) une affiche est placardée sur les murs de Clermont. Elle émane des

des luttes intestines entre Prolétaires et Républicains doit cesser...".

(33) R. Remond "La droite en France" Paris, 1968 - P.217.

(34) **La Tribune de l'Oise** : 10 février 1934.

(35) **La Tribune de l'Oise** : 7 février 1934.

(36) Voir article de J. Vassal "Le fascisme à notre porte" dans le N° du 17 février 1934. Il reprend un thème qu'il avait déjà abordé le 10 février : "L'heure

(37) Voir l'article d'A. Prost "Les manifestations du 12 février 1934 en Province" Mouvement Social N° 54 1966.

(38) Organisées par le PC et la CGTU, ces manifestations sont importantes à Paris où on relève des morts.

organisations suivantes : la Ligue des Droits de l'Homme, la Libre Pensée, la SFIO, le parti radical-socialiste et les syndicats confédérés. Elle déclare :

"La République est en danger !

"Il faut montrer qu'il y a encore de hommes pour la défendre."

et se termine par un appel à une manifestation antifasciste à 16 heures devant l'Hôtel de Ville. L'organe communiste qui rend compte de cette réunion, où il a vu "une salle archicomble", s'étonne d'abord que cette manifestation ait été transformée en meeting et rapporte qu'un orateur communiste a pris la parole pour regretter l'ostracisme dont son parti a été l'objet et pour rappeler la politique traditionnelle de son parti : réaliser le Front Unique et barrer la route au fascisme mais en aucun cas défendre la République bourgeoise (39).

Le 12 février, **la République de l'Oise**, qui a publié en première page le 10 l'appel de la CGT à la grève générale, ne paraît pas "par solidarité contre la Terreur Blanche". La grève est générale à Méru et à Andeville, dans le bassin creillois la situation varie suivant les usines. Selon **le Travailleur de Somme et Oise**, l'arrêt est total chez Saxby ; Brissonneau, Marioni et Wallut débraient l'après-midi et seuls les Ponts et Travaux travaillent toute la journée. A Beauvais, en revanche, les postiers et les agents des contributions ont rejeté la grève le 11 (40) et on dénombre seulement 50 grévistes parmi les ouvriers des lignes téléphoniques. Partout ailleurs, la grève générale est peu suivie sauf dans l'enseignement en particulier à Beauvais, Crépy-en-Valois et Compiègne.

Les manifestations, elles, sont très suivies et font de cette journée un succès : 2 000 personnes à Beauvais, 2 000 à Méru, sans doute autant à Creil, 400 personnes à Clermont, 500 à Chambly, 250 à 300 à Crépy. On manifeste pour la première fois à Thourrotte. La surprise vient de Liancourt et Mouy. Dans ces deux communes ouvrières où l'implantation syndicaliste est ancienne et où le PC dispose de forces réelles il ne passe rien. Comme le remarque A. Prost, il semble donc difficile d'établir une relation entre l'importance du chômage dans une commune et le succès des manifestations du 12 février dans cette même commune. Si Méru et Beauvais bougent le 12 février, Mouy et Liancourt restent calmes.

Dans les jours qui suivent des comités antifascistes se créent dans de nombreuses communes sous des noms variés (41). Le parti communiste souhaiterait les voir adhérer au Comité Amsterdam-Pleyel (42). Parallèlement, des meetings antifascistes se succèdent dans les communes restées à l'écart le 12 février. Il serait fastidieux de les énumérer ici mais on doit constater que les assistants y sont de plus en plus nombreux. Consciente de la force de la riposte des organisations ouvrières, la presse de droite stigmatise cette "grève politique", dénonce les enseignants et les fonctionnaires (43) et parlent de "saturnales rouges" voire même de "fascisme rouge" (44).

Progressivement, un nouveau paysage politique se met en place mais cela ne se fait pas sans hésitations.

(39) **Le Travailleur de Somme et Oise** : N° 33 du 17 au 22 février 1934.

(40) **La République de l'Oise** : 14 février 1934.

(41) Avant le 6 février, il existe des Comités Amsterdam-Pleyel actifs à Beauvais, Orry-la-Ville et Chambly. Dans cette commune l'entente est parfaite entre socialistes et communistes.

(42) Le Comité de Crépy-en-Valois le fait en avril : **Le Travailleur Somme-Oise**, N° 41 du 14 au 20 avril 1934.

(43) Fournier-Sarlovez fait publier dans **La Tribune de l'Oise** et dans **Le Progrès de l'Oise** la liste des enseignants grévistes dans sa commune.

(44) "C'est un véritable coup d'état fasciste de gauche qui était préparé." **La Tribune de l'Oise** du 13 février 1934.

LES FORCES POLITIQUES DU DEPARTEMENT 1934-1935

Pendant toute l'année 1934, les partis politiques, en particulier ceux de gauche, s'interrogent et hésitent entre plusieurs chemins. Des reclassements ont lieu, des mutations s'accélèrent, des choix se précisent.

Le parti radical-socialiste, principale force du département, détient 3 sièges de député et la présidence du conseil général. La fédération oisienne se classe très nettement à la gauche du parti. Lors du vote de confiance au gouvernement Doumergue, où figure pourtant Herriot, les trois députés (Aubaud, Dupuis et Schmidt) s'abstiennent. Dans **la République de l'Oise**, dont il est rédacteur en chef, Aubaud critique de plus en plus ouvertement et sévèrement la politique du gouvernement d'Union Nationale. Il écrit même que l'Union Nationale est un piège à républicains (45). Les radicaux oisiens sont en revanche des défenseurs acharnés de la politique d'union des gauches dans laquelle il n'est nullement question, à l'époque, d'inclure le parti communiste. Mais ce choix stratégique s'accommode mal de la politique nationale du parti et inquiète quelques élus. Decroze, ancien député-maire de Pont-Sainte-Maxence et Warusfel, ancien président de la fédération radicale départementale, prennent alors ouvertement leurs distances. D'autres part, l'amélioration des relations entre le parti communiste et la S.F.I.O. isole le parti et l'oblige à choisir clairement son camp. Dans ce contexte, les élections cantonales d'octobre 1934 peuvent être interprétées à la fois comme un avertissement et une invitation à choisir ses alliances. Le parti radical-socialiste perd le siège de Beauvais Nord-Est au profit de la droite à la suite du maintien au deuxième tour du candidat socialiste et celui de Nivillers au profit d'un candidat radical indépendant. Lors de l'élection du président du conseil général, pour la première fois, Schmidt est obligé d'attendre le deuxième jour. Les radicaux dissidents choisissent

alors de lui apporter leur suffrage plutôt que de voter pour Fournier-Sarloveze.

Cependant lorsqu'en 1935, le parti radical-socialiste aura choisi de participer au Rassemblement Populaire, il enlèvera grâce aux désistements communiste et socialiste le siège de Compiègne lors d'une législative partielle (46) et retrouvera la direction des municipalités de Margny-les-Compiègne et Clermont.

La SFIO est elle aussi tiraillée entre deux alliances possibles. Sauf pour la gauche du parti, qui représente alors un peu plus du tiers de la fédération et qui trouve en l'institutrice Berthe Fouchere une porte-parole infatigable et redoutable, le rapprochement avec le parti communiste est peu envisagé pendant le premier trimestre de l'année 1934. La journée du 12 février a mis un coup d'arrêt à la menace fasciste, il faut désormais sauver la République par l'alliance avec les radicaux :

"Entre socialistes et radicaux, la cassure ne doit pas se produire, unies les forces démocratiques sont invincible." (47)

Mais nous l'avons vu les radicaux hésitent alors que, à la base, les militants communistes se font de plus en plus pressants pour réaliser le Front Unique et que les militants socialistes ne restent pas toujours sourds à ces propos. J. Uhry, qui se classe pourtant nettement à la droite du parti, se prononce pour la première fois dans **Le Cri Populaire** du 18 mars 1934 pour l'unité d'action de la classe ouvrière :

"Seule une offensive résolue des partis de la classe ouvrière peut mobiliser pour la défense des libertés ces masses d'hésitants, faire échec au fascisme et préparer la révolution sociale."

(45) **La République de l'Oise** 7 mars 1934.

(46) A la suite du décès du marquis de l'Aigle, le maire de Venette, Mellenne est élu député en octobre 1935 en battant au second tour le comte de Grammont.

(47) **Le Cri Populaire de l'Oise** du 4 mars 1934, article

signé J. Uhry. Mais dans le même numéro, on trouve un article de Berthe Fouchere qui déclare : "L'union des gauches ! Voilà bien le dogme, la voilà la formule désuète et sans vie... Elle ne signifie plus rien à un moment où le capitalisme s'écroule... Nos camarades qui revendiqueront à l'heure actuelle une politique d'union des gauches perdent de vue que les conditions sont réalisées pour la révolution sociale."

Lors du congrès de Toulouse (mai 1934), les 41 mandats de la fédération se prononcent pour l'envoi d'une délégation à Moscou, pour l'adhésion à Amsterdam-Pleyel et pour de négociations entre les Internationales. Poursuivant son chemin, J. Uhry écrit :

"L'amitié, la réconciliation des travailleurs communistes et des travailleurs socialistes seraient encore plus précieuses pour le maintien de la paix et des libertés et voilà pourquoi je l'appelle de tous mes vœux." (48)

Le député-maire de Creil déclare, après la conclusion du pacte d'unité d'action entre le parti communiste et la S.F.I.O. le 27 juillet 1934, accepter loyalement ce pacte et vouloir l'appliquer dans sa région (49). Le 5 août 1934, à Creil, la fédération socialiste reçoit la fédération communiste. Les deux organisations décident d'organiser un certain nombre de réunions antifascistes et forment un comité de coordination composé de cinq membres de chaque parti. Changement

révéléateur enfin, **Le Cri Populaire**, organe de la démocratie, du travail et de la paix, devient le 9 décembre 1934 organe antifasciste de la démocratie, du travail et de la paix et en juillet 1935, simplement l'organe socialiste antifasciste.

Le parti communiste lui aussi hésite entre la poursuite du Front Unique qui vise à détacher les ouvriers socialistes et les syndicalistes confédérés de leurs dirigeants et une politique novatrice dont le 12 février serait le point de départ. Jusqu'en juin tout se passe comme si la préoccupation première des dirigeants communistes était de se laver de l'accusation d'opportunisme de droite. Le parti se demande comment prendre l'initiative de la dynamique unitaire sans cesser l'essentiel à savoir la dénonciation de la S.F.I.O. comme "le principal soutien de la bourgeoisie." Les articles de J. Santerre dans **Le Travailleur Oise et Somme** (50) illustrent cette position. Mais on trouve



Cortège funèbre de Coppens dans les rues de Montataire (Mai 1935).

(48) **Le Cri Populaire de l'Oise** du 3 juin 1934.

(49) **Le Cri Populaire de l'Oise**, 29 juillet 1934.

(50) Sur ce journal, on peut consulter l'article de Maryse Berger "Un exemple de presse communiste régionale : le Travailleur Somme-Oise". *Annales Historiques Compiègnaises*, N° 25, mars 1984.

(51) Ce texte, paru dans le **Travailleur Somme-Oise** (N° 35 du 3 au 9 mars 1934), n'est pas sans rappeler certains articles de M. Cachin à la même époque.

(52) Le rapport du 2 juin 1934 du préfet y fait allusion (Arch. Nat. F7 13 039), Serou, deux fois candidats aux législatives, est exclu en 1935 "pour trotskysme" et Hie semble quitter le parti alors.

aussi un point de vue légèrement différent sous la plume du militant creillois Narbonne qui, s'adressant à tous les travailleurs, rend hommage "aux inoubliables manifestations du 12 février" et souhaite que "ce vaste mouvement de protestation resserre les diverses fractions du prolétariat pour opposer un front inébranlable aux tentatives de dictature capitaliste." (51) L'évolution du parti après l'été 1934 semble soulever quelques oppositions. (52)

Les relations tendues entre les organisations de gauche n'empêchent pas les meetings et les comités antifascistes de se multiplier après le 12 février 1934. La dynamique unitaire pousse les partis qui en retour se trouvent revivifiés. Les effectifs se gonflent, la presse ouvrière augmente son tirage. Ce mouvement va s'amplifier durant toute l'année 1935 ; année particulièrement bénéfique aux partis de la gauche oisienne. Le parti radical-socialiste enlève le siège de député de l'arrondissement de Compiègne. Lors des élections municipales du printemps 1935, les partis de gauche se présentent souvent en ordre dispersé au premier tour. A Beauvais par exemple, la liste radicale affronte une liste de droite, une liste socialiste et une liste (incomplète) communiste. Le plus souvent une liste de coalition entre socialistes et radicaux se trouve face à une liste de droite et une liste communiste. Les listes d'union antifasciste sont peu nombreuses dans les grandes villes (Liancourt, Clermont) mais beaucoup plus répandues dans les petites communes (Fitz-James, Sempigny, Autrêches...). Au deuxième tour, "la discipline républicaine" fonctionne dans les meilleures conditions et permet à la gauche de remporter un succès indéniable. Les radicaux enlèvent Compiègne où Fournier-Sarloveze régnait depuis 1904 et reprennent Margny-les-Compiègne et Clermont. A l'intérieur du Rassemblement Populaire, le parti communiste est le principal bénéficiaire. Il entre, ou augmente sa représentation, dans les conseils municipaux des communes ouvrières (Méru, Andeville, Hermés, Chambly, Mouy et Voisinlieu), obtient des élus dans des villes qui lui étaient jusque-là peu favorables (Clermont et Saint-Just-en-Chaussée) et surtout fait son apparition dans de nombreuses petites communes grâce à sa présence sur les listes antifascistes. Déception pour la gauche, l'échec à Liancourt et maigre satisfaction pour la droite, la réélection de Decroze à Pont-Sainte-Maxence face à une liste de gauche. Comme dans le reste du pays, le 14 juillet 1935 est une nouvelle

fois l'occasion pour le Rassemblement Populaire de faire la démonstration de sa capacité de réunir autour de la classe ouvrière tous les Républicains désireux de barrer la route au fascisme. Pour la première fois, les personnalités radicales du département s'affichent ouvertement au cours d'imposantes manifestations populaires : 5 000 personnes à Creil, 3 500 à Beauvais, 4 000 à Méru, 500 à Mouy, 600 à Crépy-en-Valois, 300 à Margny, 200 à Longueil-Annel, plusieurs centaines à Clermont, 150 à Saint-Just-en-Chaussée, 80 à Nanteuil-le-Haudoin, 60 à Pont-Sainte-Maxence. Ces chiffres sont généralement le double de ceux enregistrés lors des manifestations du 12 février 1934. Signalons aussi la réalisation à la fin de 1935 de l'unité entre les deux grandes centrales syndicales ouvrières précédée de quelques mois par celle des syndicats enseignants.

Le symbole de l'évolution des partis de gauche est l'enterrement du militant communiste de Nogent-sur-Oise Coppens. Mort à 48 ans entre les deux tours des élections municipales, Henri Coppens, militant communiste dévoué mais fidèle depuis toujours à la ligne de son parti, est accompagné au cimetière de Montataire par une foule imposante à la tête de laquelle marchent le maire socialiste de la commune (Génie), le Conseil Municipal socialiste et la Direction Départementale

Dimanche 14 Juillet 1935

à 17 h. 30, dans le Parc de la Ville

Grand Rassemblement **POPULAIRE**

Organisé par le Comité Régional
" du Front Populaire "

**Républicains,
Démocrates,
Anti-fascistes de toutes nuances
Tous à CREIL Dimanche
pour exiger d'un commun accord**

La dissolution et le désarmement des ligues
fascistes,

La défense des institutions démocratiques,

Le Pain, la Paix et la Liberté.

communiste. Qui aurait pu imaginer un tel spectacle dix-huit mois auparavant ?

Cette évolution stratégique des forces de gauche inquiète la droite départementale et radicalise les positions de ceux qui en son sein acceptaient déjà de collaborer avec les ligues pour barrer la route au Rassemblement Populaire.

Lorsqu'éclate la crise économique, les partis de droite sont peu structurés dans le département. L'influence de cette famille politique passe surtout par la presse et par l'implantation locale de personnalités (Fournier-Sarloveze à Compiègne, Bouteille à Clermont, Langlois à Chevrières, Delpierre à Breteuil, de Kersaint à Nanteuil-le-Haudoin, la famille de l'Aigle à Ribécourt...). Le 6 février, les émeutes provoquent un certain trouble au sein de la droite traditionnelle qui se retrouve cependant unie pour la défense du gouvernement Doumergue. En fait, l'organisation de droite la plus importante et la plus active est la puissante Union des Catholiques de l'Oise. Ce groupement très structuré à l'échelon cantonal réunit tous les ans, chaque fois dans une commune différente, plusieurs milliers de personnes au cours de ce qu'elle appelle son assemblée générale (53).

A l'extrême droite, dès les années 1920, l'Action Française dispose d'un réseau très actifs de militants. La crise fait fleurir les ligues, en particulier dans la région de Clermont et de Compiègne. Avant 1934, les groupements les plus importants sont la Ligue des Contribuables et le parti agraire (54). La Ligue de Contribuables dispose, en novembre 1932, de cinq groupements (Noyon, La Croix-Saint-Ouen, Verberie, Beauvais et Compiègne) et s'implante par la suite à Clermont où un meeting départemental réunit 650 personnes le 24 septembre 1933 (55). Le parti agraire ou Front Paysan, bien implanté dans la région de Breteuil, envoie 200 cultivateurs oisiens salle Wagram le

25 janvier 1933 (56) mais il se divise et de déchire très vite. Le commissaire spécial reconnaît l'échec de la journée du 26 novembre 1933 dans le département et le 28 novembre suivant le parti n'envoie qu'un nombre très restreint de délégués au meeting organisé à Paris.

Après le 6 février, comme dans le reste du pays, ce sont les Croix de Feu (57) qui font preuve de la plus grande vitalité. Si la section de Senlis, créée en avril 1934, disparaît assez rapidement, celles de Chantilly et surtout Clermont et Compiègne sont en pleine expansion et répandent dans tout le département "la bonne parole" du Colonel La Rocque. Les réunions sont toujours très suivies (58).

Le 11 novembre 1934, à Compiègne, l'Armistice est commémoré par une messe dite à 10 heures suivie d'un rassemblement devant l'Hôtel de Ville à 11 h 30 à l'issue duquel un cortège se rend au monument aux morts. L'après-midi, le Colonel de Mascarel, chef des Croix de Feu Compiégnois, remet un fanion à Catillon aux Volontaires Nationaux (59). Mais ces manifestations sont de plus en plus souvent perturbées par des contre-manifestations organisées par les Comités antifascistes. C'est le cas à Compiègne le 23 juin 1934 et le 19 janvier 1935. La proximité de Paris permet aussi aux Croix de Feu d'organiser dans l'Oise de grandes manifestations et de démontrer ainsi leur puissance. Les Oisiens se retrouvent toujours très minoritaires dans ces grands rassemblements dont les participants sont généralement originaire de Paris et de la banlieue parisienne d'où ils ont été transportés par autobus ou voiture. Le 22 septembre 1934, 6 à 7 000 Croix de Feu commémore, en forêt d'Halatte, l'anniversaire de la bataille de la Marne en présence du Colonel La Rocque. Nouvelle manifestation de force, le 7 avril 1935, à Clermont. Cette fois, 3 000 manifestants s'en prennent violemment aux badauds qu'ils

(53) Arch. Nat. F7 13 039/ la 7ème assemblée générale se tient à Grandvilliers le 17 mai 1931 et rassemble 8 000 personnes ; la 8ème se réunit à Marseille-en-Beauvais le 3 juillet 1932 et groupe 6 000 personnes ; la 10ème aura lieu en juillet 1934 à Neuilly-en-Thelle.

(54) Voir l'article de J. Bernet ; "Un compiégnois célèbre entre les deux guerres : Fleurant Agricola, fondateur du parti agraire". Annales Historiques Compiégnoises, N° 6, avril 1979.

(55) Dans cette commune, on trouve les mêmes hommes à la direction des Croix de Feu et de la Ligue.

(56) Arch. Nat. F7 13 039.

(57) Ph. Machefer : Ligues et fascismes en France 1919-1939 - PUF, 1976.

(58) 225 personnes à Marseille-en-Beauvais le 2 septembre 1935, 400 à Bresles et 300 à Beauvais le 17 novembre 1935, 400 à Ressons-sur-Matz et 300 à Tricot le 28 novembre 1935.

PARAIT LES MERCREDIS ET SAMEDIS

SAMEDI 10 FEVRIER 1934

Gazette de l'Oise

Organe Républicain des Arrondissements de
COMPIÈGNE — CLERMONT — SENLIS

Le plus fort tirage des journaux du département
contrôlé par l'O.J.F. à 22.200 exemplaires

INSERTIONS
Judiciaires la ligne 1 fr. 50
Annonces diverses et réclame
tarif sur demande
Reg. du Com. Compiègne n° 9.299
CHEQUES POSTAUX
Paris-Saint-Roch 203.57

LE NUMÉRO : 0 fr. 20

Direction et Administration : 13 et 15, Rue Eugène-Floquet, COMPIÈGNE, Tél. 45
Bureau à SENLIS : 38, Rue de la République, Tél. 78 — Bureau à CREIL : Librairie MALARD, au Pont-Royal, Tél. 2.88
Publicité extra-locale : PARIS, 12, Rue Blanche, Tél. Pigalle 61-48

Déclarations de M. Doumergue

Notre confrère *l'Intransigeant* reproduit en ces termes d'importantes déclarations que M. Gaston Doumergue a faites, mercredi soir, à Toulouse :

— Je vais, si je peux, a-t-il dit, en prenant le train à Toulouse, faire l'union de tous les républicains, sans distinction de nuances, car tous les républicains doivent se rendre compte qu'en face de l'assaut dirigé contre le régime, l'heure est venue de s'unir autour de l'autorité pour défendre l'ordre et la liberté.

Jeudi matin, dans le train, alors que Paris était proche, l'ancien président de la République a déclaré à M. Jean Thouvenin, pour le même journal :

— Je n'ai jamais fait de miracle. Je me méfie, d'ailleurs, des faiseurs de miracles. Je ne suis pas non plus un fétiche. On m'a dit qu'il fallait que je vienne, que la France avait besoin de moi. Alors, je viens; je travaillerai de mon mieux. J'ai toujours les mêmes idées. Je pense que la politique n'est pas une affaire compliquée. Ce n'est pas une bataille, mais une question de bon sens.

Il faut s'entendre. Il faut s'entendre. On peut toujours s'entendre. Chez moi, la sécheresse est parfois un fléau, on dit: « Quand on s'entend, on fait pleuvoir. »

D'ailleurs, ajoute encore le président, si l'on veut bien se porter, il faut, de temps à autre, faire une petite cure. Et bien, c'est la même chose en politique, quand on a fait des excès de régime, une petite cure d'union nationale s'impose. — C'est tout un programme, monsieur le président.

— Si vous voulez. On est venu me tirer du fond de ma province. La France, au moment critique, trouve toujours en elle-même le remède qu'il faut. On croit que tout va mal. Et puis, soudain, tout va très bien.

« Quel pays extraordinaire que la France ! Depuis ma retraite, j'ai pu voyager, lire, regarder. J'ai encore mieux compris le prestige et le rayonnement de notre pays. »

Si nous étions unis, la France donnerait une impression formidable à l'étranger.

Ici, M. Gaston Doumergue précisa qu'il entendait prendre la présidence de la future combinaison ministérielle sans portefeuille.

Une question de M. Jean Thouvenin : — On parle beaucoup de dissolution, monsieur le président. On dit même que vous en êtes partisan.

— Les gens sont alors mieux renseignés que moi, répond M. Gaston Doumergue. Je ne suis pas un révolutionnaire. J'appliquerais donc la Constitution. Qu'il ne soit pas nécessaire de la réviser, c'est une autre affaire. Mais cette révision doit être un travail de longue haleine. Je prendrai la Constitution comme elle est actuellement.

C'est la gare d'Austerlitz : la première ovation de Paris.

M. Gaston Doumergue dit simplement : — Allons, je vais recommencer !

LES PROBLÈMES FINANCIERS de l'heure présente

Les troubles de la rue, si graves et si profondément regrettables, ne sont pas les seuls événements qui doivent retenir l'attention. Il suffit, pour s'en rendre compte, de considérer quelques faits tout récents.

Entre le 29 janvier et le 5 février, le 3 0/0 a baissé de 65,90 à 64 francs, et le 4 1/2 0/0 1932, émis au pair en septembre 1932, s'est effondré de 81,55 à 78,80.

Autre symptôme : les départs d'or de la Banque de France, motivés non seulement par les achats pour le compte de l'Amérique, mais par ceux de thésaurisateurs français qui croient plus prudent d'échanger des francs contre de l'or.

LES DROITES ONT EU LEUR JOURNÉE...

sanglante et préméditée

AVANT L'ÉMEUTE

Avant la crise, M. Lebrun disait : « C'est terrible ! Je ne sais pas qui appeler. »

Aussi, quand notre confrère *Paris-Soir* publia une interview de M. Doumergue, pensa-t-il : « C'est une idée ». Et il téléphona tout droit à l'ancien président. Mais le Cincinnatus de Tournefeuille ne souhaitait pas entrer dans la bagarre Stavisky ; s'il partit un jour pour l'Égypte — tout comme Napoléon — ce fut pour fuir le pouvoir, non pour le conquérir.

Pendant une journée, lors de la « préparation » du cabinet, les groupes politiques ont proclamé la faillite des dosages, des combinaisons politiques, des tentatives d'équilibre. — Il nous faut des hommes propres et résolus, criaient-ils. Si nous n'avons pas un grand ministère, c'en est fait de la République.

Et M. Edouard Daladier fut appelé...

En vingt-quatre heures, très exactement, M. Daladier a constitué son deuxième ministère. Dès qu'il sut qu'il était l'élu, il fit appel à M. Frot, à M. Adrien Marquet et à M. Henry Roy, sénateur.

Je veux faire quelque chose de nouveau, et de solide, leur dit-il. Aidez-moi. Trouvons quinze hommes propres et de bonne volonté pour purger le pays des salauds qui le déshonorent.

La formule était large. De Frossard à Ybarnegaray... Elle était viable. Elle ne put réussir. M. Edouard Daladier forma pourtant son ministère.

M. Daladier voulait frapper « vite et fort ». Restait à savoir où. Les dossiers de l'affaire Stavisky ne fournissaient pas assez de coupables, et d'assez puissants, pour permettre de grands coups d'éclat... On chuchotait bien quelques noms. Mais il ne s'agissait que d'étoiles de troisième grandeur !

La droite demandait la tête de M. Pressard, procureur de la République. Celui-ci avait renié sa démission à M. Chautemps, qui est son beau-père. M. Chautemps ne put s'en servir : le rapport Lescouvé déclarait M. Pressard absolument net. Avec son tact coutumier, M. Chautemps avait senti que frapper un innocent, parce qu'il était son beau-père, lui vaudrait un grand succès, pendant dix minutes, et, passé ce temps, quelque opprobre. Le même rapport Lescouvé faisait que la situation n'était pas plus facile pour le cabinet de M. Daladier.

M. Frot dit : « Trois solutions. Ou bien on appelle à d'autres postes le procureur de la République, le procureur général, le directeur de la Sûreté et le Préfet de police. Ou bien l'on garde les uns et l'on change les autres. Ou bien, enfin, on les maintient tous à leur poste. J'accepte la dernière hypothèse, j'accepte la première. Si l'on veut choisir la seconde, je démissionne. »

Le Gouvernement avait promis des mesures d'énergie. M. Daladier se rallia donc à la première solution. C'est alors que MM. Piétri, Fabry et Doussain décidèrent de se démettre. De M. Doussain, nous ne parlerons pas. Pour M. Fabry, son groupe venait de l'exclure : il aurait mieux fait de refuser tout de suite le maroquin qu'il devait lâcher si tôt. Quant à M. Piétri, nous regrettons affectueusement qu'à une période si grave pour les finances de l'Etat, il ait cru devoir quitter un poste si périlleux, pour des considérations — malgré tout — bien secondaires.

soucier des diffamations, pour ne pas craindre les perspectives d'émeutes provoquées.

L'ordre républicain put être rétabli, le sentiment de la hiérarchie des fonctions et des responsabilités est restauré, la confiance — la vraie confiance, celle du peuple dans la vitalité de la démocratie — ne manquera pas de revenir !

Il y aura encore des « remous parlementaires ». Peu importe ! La « grande réforme » est faite.

Depuis longtemps un « mouvement » d'une telle importance n'avait été décidé : M. Bonnevay-Sibour est préfet de police ; M. Villey, préfet de la Seine, en remplacement de M. Renard, démissionnaire ; M. Bollaert est préfet du Rhône ; M. Huisman, inspecteur de l'Académie de Paris, est directeur général des Beaux-Arts... La haute administration fait peau neuve...

Si l'on interroge les anciens pour savoir quel est le plus grand ministère de la Troisième République, unanimement ils répondent : le cabinet Waldeck-Rousseau. Pourquoi ? A cause surtout de son action de défense républicaine et de restauration de l'autorité de l'Etat.

Comment a procédé Waldeck-Rousseau ? Au milieu des clamours de la foule et de l'hostilité du Parlement, avant même de venir lire devant les Chambres la déclaration ministérielle, il remplaçait le Préfet de police, le Procureur général et le procureur de la République.

Défense républicaine en 1899. Défense républicaine en 1934.

Quoi que l'on pense et que l'on dise, une chose importe d'abord : le rétablissement de l'autorité gouvernementale. Sur ce terrain, il semblerait que l'opposition doive et puisse rejoindre la majorité. Elle doit et peut faire la preuve qu'elle n'a pas deux conceptions de la justice, deux conceptions de l'ordre, deux conceptions de la hiérarchie, selon qu'elle a ou qu'elle n'a pas le pouvoir.

APRÈS L'ÉMEUTE

Paris a connu mardi et mercredi un spectacle unique dans ses annales. Les hommes « d'ordre » sont descendus dans la rue pour y organiser minutieusement une soirée d'émeute propre à servir leurs desseins politiques. Ces manifestants d'un type nouveau ont, durant des heures, renversé des autobus auxquels ils ont mis le feu, dressé des barricades, démolé les becs de gaz, assailli à main armée les agents et les gardes mobiles, incendié les bâtiments publics.

Du sang a coulé sur le pavé parisien. Les victimes sont nombreuses. Il n'est personne qui ne déplore ces faits douloureux. Mais que penser de ceux qui les ont provoqués par leurs excitations quotidiennes, qui sont restés à l'abri, tandis qu'une jeunesse ardente se précipitait dans la fournaise ?

Paris, certes, a connu déjà bien des mouvements populaires. Ses rues conservent l'écho des bourrasques révolutionnaires qui les ont traversées. C'est la première fois tout de même que la bagarre y est aussi minutieusement organisée sans autres liens entre les émeutiers qu'un désir commun de violence.

Dans la nuit de mercredi une pègre, venue d'on ne sait où, envahit les principales avenues du centre de Paris et se mit à l'œuvre. Les malfaiteurs mettaient le feu aux kiosques, renversaient les lampadaires, détruisaient les signaux lumineux, arrachaient les grilles, descendaient les bancs, avec les débris formaient des barricades de papiers, de boîtes, de débris de papiers, de boîtes, de débris de papiers, de boîtes...

à apporter tout leur concours à un gouvernement qui prendrait comme programme l'union des républicains pour la défense des libertés démocratiques et du régime.

Quant aux socialistes de France, ils venaient de voter, sur la proposition de MM. Marquet, Déat et Montagnon, avec réserve, MM. Varennes, Andraud et Ramadier, l'ordre du jour aux termes duquel ils déclaraient « que dans les circonstances présentes il est indispensable qu'intervienne une trêve des factions et des partis pour la défense de la République et que soit constitué un gouvernement de salut public et de détente, capable de mener une action conforme à la stricte justice et aux exigences de la morale, commencent la lutte contre la crise économique et pour le maintien du franc. »

On apprit bientôt que tous les anciens présidents du Conseil avaient été convoqués à la présidence de la Chambre, soit à la présidence du Sénat, selon qu'ils étaient députés ou sénateurs, et tenaient une conférence qui n'était pas évidemment sans rapport avec la constitution du Gouvernement qui a aujourd'hui à sa tête l'ancien président de la République.

Les appels à l'émeute qu'on laisse répéter quotidiennement dans l'organe des royalistes ont fini par porter leur fruit.

Mardi dernier, la Confédération générale du Travail s'adressant « aux travailleurs », elle aussi, un manifeste : « Nous en avons assez, dit la Confédération du Travail. Chaque jour nous voyons se renouveler les manifestations de tenants de la dictature et du Roy. En dehors de la politique, dans laquelle elle ne veut pas s'immiscer, la C. G. T. fait appel aux travailleurs, au peuple de France pour défendre les libertés publiques menacées. De son côté, le *Populaire* publie un « ordre de Mobilisation du Parti ». Il est conçu en termes moins modérés que l'appel de la C. G. T. : « Nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire, dit le *Populaire*. Nous savons que la défense des libertés publiques peut être assurée efficacement que par la classe ouvrière elle-même. »

Et l'organe S. F. I. O. convoque ses adhérents dans leurs sections.

Allons-nous aller jusqu'à voir la bataille dans les rues entre socialistes et royalistes. Allons-nous voir se renouveler les troubles lamentables qui ont marqué l'ère du boulangisme et celle de la révision du procès Dreyfus ? La guerre ne nous a donc rien appris que nous risquons de voir renaître ces bagarres si lamentables ? Ce n'est pas possible ! Dans ce débat odieux, la Confédération Nationale des Anciens Combattants a, la première, jeté des paroles de sagesse et d'apaisement.

De son côté, le Gouvernement a fait appel au calme et à l'esprit de la population parisienne. Espérons qu'il sera entendu.

Mais, nous le répétons, il y a trop d'attentats professionnels à qui depuis très longtemps on permet de surexciter l'opinion d'affoler le public et de le tromper.

Car, le public est odieusement trompé par cette presse partisane. Mardi dernier encore M. Emile Buré, qui n'est pas de nos amis...

forcent à crier "Vive La Rocque" et blessent grièvement le conseiller municipal communiste Sellier, grand blessé de la guerre et futur victime des camps de concentration. Ces violences ne sont pas les premières dans l'Oise. Déjà le 3 octobre 1934, à Coye-la-Forêt, au cours d'une réunion électorale, Jules Uhry a été victime d'une agression (60). La menace fasciste devient donc pour les Oisiens autre chose qu'un fantôme. La violence est par deux fois touchée du doigt. Les Croix de Feu bénéficient d'une certaine sympathie dans la presse de droite. "La Démocratie de l'Oise" rend compte de façon tout à fait favorable des "exploits" des amis du Colonel La Rocque et publie régulièrement leurs communiqués. "Le Progrès de l'Oise" ne se montre jamais critique et affiche même souvent une grande compréhension.

Les autres organisations d'extrême droite ont plus de mal à s'implanter durablement dans l'Oise en dépit des réunions qu'elles multiplient. Les Jeunesses Patriotes semblent virulentes à Pont-Sainte-Maxence mais ni la venue de Bucard, pour les Francistes, à Compiègne en novembre 1935, ni la réunion de Solidarité Française, toujours à Compiègne, en décembre 1935 ne débouchent sur un résultat concret (61).

La situation économique est stabilisée lorsque s'ouvre l'année 1936. Le chômage n'augmente plus, il a même tendance à diminuer légèrement. Les partis de gauche viennent de remporter des succès électoraux ; les organisations ouvrières sont en pleine expansion et la floraison de Comités au nom les plus variés démontre la volonté d'intervenir plus activement et de façon plus décisive dans la vie politique car, confusément, chacun a le sentiment que l'année 1936 sera capitale pour l'avenir du pays. La droite est dans l'attente. Anxieuse, elle craint la victoire du Rassemblement Populaire et certains de ses éléments, souvent les plus actifs, se rapprochent des Ligues pour barrer la route à cette menace. Lorsqu'on commence à citer des noms de candidats pour les élections législatives, ce sont des nouvelles personnalités qui sont avancées. On a l'impression que la droite veut renouveler son personnel politique et qu'elle le fait en puisant dans le vivier des militants et journalistes les plus favorables aux Ligues.

(59) Organisation spéciale des Croix de Feu.

(60) On arrêtera par la suite les responsables de cette agression. Ce sont un habitant de Coye-la-Forêt, un de Creil et deux parisiens.

Le Fasciste Chauvel fait matraquer la population du Canton de Creil

Les habitants du Canton de Creil apprendront avec émotion l'odieux attentat dont la population de Coye a été victime Mercredi 5 Octobre sur l'ordre de M. Chauvel, par les Croix de Feu amenés de Paris et de la région.

A peine le bureau était-il formé, présidé par le docteur Deschamps, Maire de Coye et Jules Uhry n'avait encore prononcé que quelques mots, lorsqu'une bande de plus de cent individus armés de matraques et de revolvers pénétra dans la salle.

Le docteur Deschamps fut assommé, le garde-champêtre brutalement frappé au crâne, Jules Uhry était lui aussi frappé au visage et n'échappa, sans doute à la mort que grâce au sang-froid d'un camarade qui arracha le revolver que braquait dans son dos un nègre, enrôlé par les Croix de Feu. De nombreux habitants de Coye sont blessés. On a assommé en série, des jeunes gens, des hommes et même des vieillards.

M. Chauvel est le complice d'Assassins

La population travailleuse de notre région flétrira de tels procédés et de tels mœurs introduits dans notre pays par le triste individu qu'est le sieur Chauvel.

Dimanche prochain les électeurs le chasseront définitivement de notre canton, en élisant au premier tour

J. UHRY

Vive la République - A bas le Fascisme !

Les Sections Socialistes.

(61) Arch. Nat. F7 13 039.

ANNEXE I

Listes des Communes ayant possédé un Fonds de chômage.
(le chiffre qui suit le nom de la Commune représente la durée
de fonctionnement de ce Fonds exprimée en mois).

FONDS MUNICIPAUX :

Beauvais (81) - Breteuil (12) - Chantilly (66) - Compiègne (13) - Creil (71) - Crépy-en-Valois(15) - Gouvieux (21) - Laigneville (66) - Lamorlaye (40) - Liancourt (72) - Méru (72) - Montataire (71) - Noyon (19).

FONDS DEPARTEMENTAL :

Les Ageux (12) - Alonne (30) - Andeville (41) - Angy (62) - Auneuil (1) - Avilly-St-Léonard (13) - Béthisy-St-Pierre (10) - Bonneuil-les-Eaux (1) - Boran (10) - Bornel (1) - Breuil-le-Vert(3) - Broquiers (4) - Bury (47) - Cauffry (52) - Chambly (64) - Cinqueux (5) - Cires-les-Mello (48) - Clermont (54) - Cramoisy (14) - Crèvecœur-le-Grand (42) - Cuise-la-Motte (1) - Feuquières (9) - Fitz-James (8) - Fresnoy-en-Thelle (2) - Goincourt (10) - Heilles (9) - Herchies (2) - Hermès (34) - Hondainville (4) - La Croix-St-Ouen (5) - Lormaison (6) - Marissel (73) - Marseille-en-Beauvaisis (6) - Mello (18) - Le Mesnil-en-Thelle (34) - Milly-sur-Therains (1) - Magneville (37) - Moliens (6) - Monceaux (3) - Morangles (6) - Morte-fontaine-en-Thelle (12) - Mouy (70) - Neuilly-en-Thelle (66) - Noailles (7) - Notre-Dame-du-Thil (69) - Ons-en-Bray (1) - Ormoy-Villers (16) - Pierrefonds (2) - Le Plessier-St-Just (3) - Ponchon (15) - Pontarmé (1) - Pont-Ste-Maxence (14) - Précý-sur-Oise (23) - Rantigny (73) - Ravenel (1) - Roy-Boissy (1) - St-Just-en-Chaussée (31) - St-Just-des-Marais (74) - St-Leu-d'Esserent (17) - St-Martin-le-Noeud (11) - St-Maximin (13) - St-Vaast-les-Mello (17) - Sarron (26) - Thiverny (60) - Tracy-le-Mont (12) - Tricot (4) - Trosly-Breuil (8) - Villers-sous-St-Leu (5) - Villers-sur-Trie (1) - Vineuil-St-Firmin (22).

Voisinlieu 68 mois.

**LA FEDERATION DES SOCIETES HISTORIQUES ET ARCHEOLOGIQUES
DE PARIS ET D'ILE DE FRANCE
(24 rue Pavée - 75004 PARIS)**

organise son V^o colloque d'histoire régionale au Perreux
les 31 janvier et 1er février 1987, sur le thème :

L'ADMINISTRATION LOCALE EN ILE DE FRANCE.

LE 112^o CONGRES NATIONAL DES SOCIETES SAVANTES

organisé par le Comité des travaux historiques et scientifiques, se tiendra à
LYON du 21 au 25 avril 1987.

Programme général de la section d'histoire moderne et contemporaine :

**LE TEXTILE, PRODUCTION, COMMERCIALISATION,
CONSOMMATION ET SYMBOLIQUE.**

* * * * *

Demandes de participation et propositions de communications à adresser à :
112^o Congrès National des Sociétés Savantes - 3-5 Bd Pasteur - 75015 PARIS.